



## Déclaration de la CGT Educ'action de l'Académie de Dijon à l'occasion du CAEN du vendredi 03 mai 2024

Mesdames et messieurs les membres du CAEN,

Les ministres passent, mais les méthodes pour soi-disant réformer l'Ecole restent les mêmes : ne pas consulter les équipes pédagogiques et les parents, ignorer l'opposition unanime des membres du CSE et avancer la tête baissée. Les passages en force à coup de 49-3 incarnent la violence et le mépris qui guident nos politiques. Quelle belle démonstration de démocratie!

Depuis le Conseil Académique de l'Education Nationale de décembre dernier, l'actualité nationale et académique ne désemplie pas et aujourd'hui les personnels sont clairement au bout du rouleau. L'Ecole est au bord du gouffre : *la valse des ministres, l'enchaînement des réformes destructrices, l'absence de concertation à tous les étages, l'allongement des journées de travail, les réunions ou formations hors-temps de travail, Les équipes d'intendance qui ont de plus en plus de mal à payer les factures (énergie, restauration, pédagogie), Les personnels non-remplacés, de réelles revalorisations salariales qui n'arrivent pas... la coupe est pleine n'en jetez plus.*

Les documents soumis à la discussion lors de ce Conseil Académique de l'Education Nationale concernent les prochaines rentrées dans l'académie.

Le document sur l'orientation stratégique de la rentrée 2024, dresse un inventaire à la Prévert de tout ce que va "*permettre le budget alloué à l'académie dans le premier degré*". A la CGT Educ'action, dans le cadre de nos tournées d'établissement, nous rencontrons les personnels du 1er degré, ils ne semblent pas préparer leur rentrée avec le même enthousiasme. La suppression de 98 postes dans le premier degré, alors même que certaines classes sont déjà surchargées, est alarmante et très éloignée des réels besoins sur le terrain. Dans tous les départements de notre académie, la pénurie de remplaçants est réelle, et chaque jour, de nombreuses classes se retrouvent sans enseignants. Les conditions de travail dans les classes se dégradent, tant pour les élèves que pour les enseignant.es. Que dire également du manque d'accompagnement pour les élèves en situation de handicap ? Que dire aussi du fameux « Choc des savoirs », qui va impacter les écoles, avec la mise en place de manuels

labellisés sur lesquels les personnels n'ont aucune information, ni sur les financements, ni sur leurs contenus ?

Depuis le mois de janvier, les personnels se mobilisent contre ce fameux "*Choc des savoirs*", qui veut imposer, dans un premier temps en mathématiques et en français, le tri des élèves de collège selon leur niveau. Il est présenté comme la réponse aux difficultés des enseignant·es à gérer l'hétérogénéité dans des classes surchargées. Ce "choc des savoirs", du premier au second degré, dessine en réalité les contours d'un modèle d'Ecole passéiste et conservateur. Il vise à généraliser le tri des élèves dès le plus jeune âge, notamment par les groupes de niveaux, mais aussi en conditionnant l'accès direct au lycée par la mise en place de classe prépa-seconde en Lycée Général et Technologique ou en Lycée Professionnel et en faisant du DNB une barrière à l'entrée au lycée. En plus de menacer la confiance en soi des élèves et de leur imposer une mise en compétition et une pression de la performance constante, elle aura pour conséquence une vraie ségrégation sociale. Cette vision rétrograde de l'Ecole n'est pas la nôtre et nous nous opposons à une réforme qui organiserait la sélection de vos enfants dès la sortie du primaire. Des établissements ont organisé ce tri avant même que le BO ne définisse les orientations ministérielles. D'autres ont décidé d'attendre. Le flou, le désarroi, règnent. Les établissements sont laissés seuls face aux moyens qu'on leur donne avec leur conscience, leur éthique.

La réforme de la voie professionnelle, suite logique des contre-réformes précédentes notamment celle de 2018, est dans la droite ligne de la logique de libéralisation du marché du travail, en réduisant les offres de formation des jeunes, quels que soient leurs vœux, aux besoins du bassin d'emploi et en imposant un parcours différencié réduisant le temps à l'École. C'est un renforcement du tri social des élèves en les assignant à leur classe et à leur lieu de vie. Le document présentant les Orientations stratégiques sur la carte des formations laisse présager de nouveau un plan « social » pour les Professeurs des Lycées Professionnels avec la fermeture des formations considérées comme non-insérantes. L'émancipation des élèves est abandonnée au profit de leur employabilité à bas coût.

Le SNU (Service National Universel) et l'expérimentation de l'uniforme (pardon de la tenue unique), semblent constituer le grand (et unique) projet du président Macron pour la jeunesse. Depuis le début de l'année, ces deux dispositifs apparaissent même comme des pierres angulaires du « réarmement civique » vendu par Macron pour « construire » les futur·es citoyen·nes et faire face à la « décivilisation » d'une partie de la jeunesse. Gabriel Attal, lors de sa déclaration de politique générale a une nouvelle fois annoncée la généralisation du SNU à partir de 2026. Dans notre académie, jusqu'à présent, il est demandé aux lycées de faire la \_\_\_\_\_

promotion des sessions organisées mais il est resté facultatif. Cependant, depuis l'annonce du stage obligatoire de seconde, les élèves, les professeurs et leurs parents entendent ici et là que le SNU constitue une alternative pour celles et ceux qui n'auraient pas de solution de stage. Est-ce à dire que dans notre académie, le SNU serait déjà devenu obligatoire? Quant à l'uniforme, il semble que les établissements volontaires ne soient pas légion dans notre académie, ce qui est une bonne chose. Le SNU tout comme l'uniforme sont des écrans de fumée, des vieilles lubies réactionnaires totalement démagogiques extrêmement coûteuses pour les collectivités et les familles et totalement inefficaces pour les élèves. L'argent des contribuables ne devraient pas être dépensé ainsi, mais plutôt être consacré à un véritable plan d'urgence pour l'École !

Comment continuer à enseigner dans ces conditions ? Comment continuer à organiser les enseignements dans ces conditions? Comment se lever le matin et aller dans les établissements en sachant qu'on a participé à cela ? Comment retrouver du sens à nos métier? Pour nous c'est clair et c'est NON ! Nous n'acceptons pas! Partout en France, les établissements font savoir leur opposition. Ce n'est pas un caprice. C'est la conscience que nous avons de notre métier comme nécessaire à l'émancipation et à la construction individuelle et collective des élèves !

Rappelons qu'il existe des outils efficaces pour lutter contre les inégalités : le premier d'entre eux est le Service public, garant de la cohésion sociale. L'urgence est donc d'investir massivement dans les Services publics, à commencer par celui de l'Éducation, plutôt que de les détruire à coup d'austérité, de privatisation et de mise en concurrence.

Pour la CGT Educ'action, ce plan d'urgence pour l'École, passe par des postes supplémentaires, des effectifs réduits, des établissements rénovés, des moyens pour l'éducation prioritaire, l'intégration des enfants en situation de handicap et aux besoins spécifiques, une carte des formations professionnelles redéfinie et redonnant toute leur place aux lycées professionnels et l'abandon des réformes de tri social dont le choc des savoirs prévu au collège pour la rentrée 2024.